

Département : VIENNE
Arrondissement : MONTMORILLON
Canton : CHAUVIGNY

Commune de Sainte-Radegonde

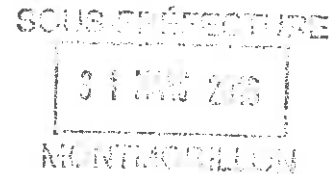
Extrait du registre des délibérations du conseil municipal N° 201603

Nombre de conseillers :

en exercice 11
présents 11
votants 11

L'an deux mil seize, le dix mars

Le Conseil Municipal de la commune de Sainte RADEGONDE
dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie, sous la présidence de Mr FOUCHER Claude, Maire.



Date de convocation du Conseil Municipal : 01 mars 2016

PRESENTS : Claude FOUCHER, Fabienne ARTUS, Carine DURAND, Olivier VIAL, Frédéric JARRY, Michel PRECASTELLI, , Olivier VANHOUTTE, Christophe DURAND, Vincent CENNI, Didier BLANCHARD, Nelly LEPAGE

OBJET : PRESCRIPTION D'UN PLU

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-11 et suivants ainsi les articles R152-2 et suivants;

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les évolutions du code de l'urbanisme et présente l'opportunité et surtout l'intérêt pour la commune de se doter d'un PLU.
En effet, il convient :

- de se doter d'un document d'urbanisme,
- d'avoir une lisibilité pour les zones constructibles et non constructibles
- de protéger l'environnement,
- de définir et maîtriser les orientations pour l'aménagement de notre commune et notamment dans le cadre du futur schéma de coopération intercommunal,
- d'adopter un aménagement respectueux du cadre de vie.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

1/ de prescrire l'élaboration du PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L153-11 et suivants du code de l'urbanisme afin :

- d'éviter la destruction du milieu naturel (haies, bois et taillis...),
 - de protéger la ruralité tout en valorisant les hameaux les plus importants,
 - de favoriser l'installation de nouveaux habitants compte tenu de la bonne situation géographique de Sainte Radegonde par rapport aux centres d'activité économique (Chauvigny, Poitiers, Châtellerault)
- 2/ de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L132-7 à L132-13, R132-4 à R132-17 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des personnes publiques,

3/ de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L153-11 et L103-2 à L103-6 du code de l'urbanisme de la façon suivante :

- courrier d'information distribué individuellement dans chaque foyer après approbation de la délibération mentionnant :

- la délibération d'approbation du PLU
- l'exposé de la motivation et des objectifs poursuivis
- les modalités d'information prévues pour toute la durée de la procédure d'élaboration du PLU

- dossier disponible en mairie,
- mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture,

- organisations de réunions publiques
- affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place tout autre forme de concertation si cela s'avérerait nécessaire.

4/ de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant, convention de prestation ou de service concernant l'élaboration du PLU,

5/ de solliciter une dotation de l'Etat pour les dépenses liées à l'élaboration, conformément à l'article L132-15 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération est notifiée, conformément aux articles L153-11 et L132-7 à L132-13 du code de l'urbanisme :

- au préfet,
- au présidents du conseil régional et du conseil départemental,
- aux présidents de la chambre de commerce et de l'industrie, de la chambre de métiers et de l'artisanat et de la chambre de l'agriculture,
- au SMASP

Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera affectuée dans un journal diffusé dans le département.

Pour copie certifiée conforme et exécutoire à compter de ce jour.
Transmis en Sous-Préfecture.

SOUS-PRÉFECTURE
31 MARS 2016
MONTMORILLON

En Mairie, le 10 mars 2016

le Maire, Claude FOUCHER

